

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR SARKOZY

Monsieur le Président de la République Française,

Je me permets de vous écrire non que je puisse un seul instant croire à l'efficacité de ce courrier mais entre vos déclarations à propos de la Martinique et de la Guadeloupe à Saint Quentin le 24 mars 2009 et le séjour chez nous du Préfet Samuel à propos des états généraux que vous avez appelés de vos vœux, ma coupe déborde et je pense utile de vous dire quelques vérités.

Avant tout, chapeau !

Le coup du lancement des états généraux en pleine crise sociétale en Martinique et en Guadeloupe est un beau coup politique. Vous nous avez même dit que nous étions victimes d'injustices et que cela n'était pas normal. Aucun doute que les auteurs de ces injustices ont du trembler en vous entendant. Pas mal du tout.

Vous avez fait encore mieux. Vous, ou vos conseillers, êtes allé chercher un préfet originaire de chez nous pour organiser votre grand' messe. Il s'est même adjoint un trio aussi d'autochtones, grands serviteurs de l'Etat français, pour encore mieux nous convaincre que vous nous aviez compris et que vous étiez doté d'une volonté de résoudre nos séculaires problèmes.

Sur votre lancée, le Préfet Samuel a fait, sinon mieux, mais aussi bien que vous. Il est venu nous dire que pour ces états généraux, l'Etat sera neutre. On va nous écouter et vous, et votre Etat, ferez ce tout que nous aurons dit de faire.

Que tout cela est beau et bien dit !

A Saint Quentin, vous avez commencé à légèrement changer cette petite musique. Certes, vous nous avez assuré que les injustices cesseront mais vous avez quand même dit que ce qui s'est passé ces dernières semaines n'était pas bien car nous avions porté atteinte à des libertés en menaçant et en faisant des pressions.

Chassez le naturel, il revient au galop. Papa Blanc est de retour !

Mais là, vous avez montré que vous n'aviez pas tout compris à ce qui s'est passé à 7.000 km de votre résidence présidentielle. Nous commençons à ne plus avoir peur de votre Etat et vos « gros yeux » ou menaces de répression nous laissent de marbre. Au cours de notre histoire, nous avons déjà compté tant de morts, de blessés, d'emprisonnés que nous ne sommes malheureusement plus à ça près.

En fait, la ou les libertés que vous nous annoncez vouloir assurer sont celles du renard dans le poulailler, de ceux qui font depuis des décennies régner l'injustice sur nos terres.

Car finalement, votre Etat, et donc vous-même, ne pouvez être neutres.

Cela fait près de quatre siècles que le pavillon de votre Etat, de la fleur de lys à la bannière tricolore, règne sur notre terre. Un génocide y a eu lieu. Un crime contre l'humanité y a été perpétré pendant plus de deux siècles. Et les injustices se sont poursuivies avec toujours les mêmes en haut du panier et les autres à les subir. Et tout cela s'est fait par et pour votre Etat et ses marchands.

Et après et encore pendant cela, vous voulez nous faire croire que votre Etat serait neutre.

Certes, nous sommes peut être encore aliénés et un peu naïfs mais pas tout à fait idiots pour croire qu'après trois siècles l'hydre se serait transformée en ange pacificateur.

Vous contrôlez l'armée, la police et les recoins les plus sombres de notre pays et vous voulez nous faire croire que vous seriez devenu neutre. Les profiteurs sont vos amis. Une récente émission sur Canal + nous a montré que certains d'entre eux peuvent même entrer à l'Elysée sans carte d'identité. Et vous seriez neutre ?

De grâce, faites vos coups politiques pour aveugler nos politiciens et ceux qui le veulent mais cessez de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Vous n'êtes pas neutre. Vous n'avez jamais été neutre. Vous ne pouvez pas être neutre. Vous êtes totalement partie prenante du passé, du présent et de l'avenir.

D'ailleurs, à comprendre votre démarche, il est clair que ces états généraux visent à recueillir des avis mais qu'en fin de compte, c'est vous, à la tête de votre Etat, qui déciderez. Même avec Louis XVI, c'étaient les représentants des trois ordres qui devaient décider.

Vos états généraux vont rejoindre une longue cohorte de « véglaj » dont notre histoire, même récente, est parsemée.

Pour terminer, je me permettrai de vous faire une simple suggestion.

Si vraiment, vous voulez assurer la liberté sur cette terre martiniquaise (et celle de mes frères guadeloupéens), admettez que votre Etat y a, depuis 1635, structuré et facilité l'Injustice, reconnaissez que nous sommes un peuple et tirez-en toutes les conséquences pratiques et juridiques.

Autrement dit, **REPAREZ ET PARTEZ !**

Annoncez que la France renonce à sa colonie martiniquaise, inscrivez notre pays sur la liste des territoires à décoloniser, prenez l'engagement de nous restituer, en espèce sonnantes et trébuchantes, les fortunes faites avec la sueur et le sang de nos ancêtres et laissez nous assumer notre destin de peuple et d'hommes libres.

Dans votre tristement célèbre discours de Dakar, vous avez déclaré aux africains qu'ils n'étaient pas encore entré dans l'histoire (la votre, sans nul doute).

Laissez les martiniquais faire et écrire la leur.

Recevez, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Raphaël CONSTANT